

lundi, 10 août 2015 18:26

# Erdogan,... un supplément d'échec, par Akil Ch. Hussein



IRIB-II paraît que les projets d'Erdogan sont d'ores et déjà dans l'impasse.

Sa guerre contre les kurdes et les partis d'opposition commence à pousser la Turquie vers une étape d'instabilité ouverte à plus de malheur. Dans les élections législatives qui ont eu lieu le 7 juin dernier, le parti turc de la Justice et du développement (AKP) n'a pas gagné la majorité absolue. Il n'est donc plus possible pour Erdogan de gouverner la Turquie tout seul et de la manière digne d'un homme dont le plus grand souci est de ressusciter la Turquie ottomane et de s'asseoir personnellement sur le trône qui fut celui de ses premiers grands sultans. Erdogan s'efforce donc d'agir pour créer une situation dans laquelle il serait possible de considérer que les décevantes élections n'ont pas du tout eu lieu. Mais comme la formation d'un gouvernement d'union nationale ne peut exclure des opposants capables de contrer les principales orientations intérieures et extérieures de la politique de l'AKP, le fait d'entraver la constitution d'un tel gouvernement devient une priorité absolue pour Erdogan. Et c'est la raison pour laquelle il existe tant d'entraves qui ont jusqu'à maintenant empêché sa formation. Une solution ratée: La guerre. Pour pouvoir recréer la situation d'avant juin, le pari d'Erdogan est centré, dans un premier temps, sur la carte des élections anticipées et, dans un second temps, sur la mise à l'écart de cette carte et son remplacement par celle de la guerre. Cependant, le sentiment qu'a probablement Erdogan (et c'est un sentiment justifié et pertinent car il s'appuie sur des données extrêmement réalistes) de la prépondérance pour les élections anticipées d'avoir des résultats encore plus dramatiques que les législatives, l'a encouragé à hâter l'utilisation de la seconde carte, à savoir celle de la guerre. Et quelle guerre ? Une guerre où s'est réuni un grand ensemble d'éléments comme le mensonge, l'opportunisme et le recours à tout ce qui favorise le fanatisme chauvin et religieux. A ne pas négliger que la stupidité politique prime nettement sur le reste de ces éléments. Erdogan a profité de l'attentat qui a eu lieu à Suruc -ville située au sud de la Turquie, et a fait des dizaines de morts et de blessés kurdes (certaines sources affirment que cet attentat est téléguidé par les services de renseignement turcs- pour accuser «Daech» d'y être responsable, bien que, contrairement à son habitude dans les situations analogues, celle-ci ne l'a pas revendiqué. Par

conséquent, Erdogan a fait semblant de croire au mensonge de Washington et de ses alliés selon lequel ils sont en guerre contre «Daech» et a présenté sa guerre comme étant, elle aussi, une guerre contre cette organisation terroriste. Des avions turcs ont lancé un raid avec des bombes sans explosifs contre l'une de ses positions. En lançant cette guerre fallacieuse contre «Daech», Erdogan s'est trompé en pensant que cela lui procura la satisfaction des Américains et leur soutien à son projet relatif à la création d'une zone d'exclusion aérienne au nord de la Syrie. Il n'est pas facile de trouver un nom qui convient à ce comportement à un moment où les camps d'entraînement de «Daech» en Turquie, les ventes en Turquie et à la Turquie du pétrole syrien et irakien volé par «Daech», et les activités de centaines voire de milliers de prédicateurs et d'agents qui recrutent pour «Daech» en Turquie et par l'intermédiaire de la Turquie, n'ont aucunement été inquiétés. Un Etat kurde Mais il y a eu un véritable bombardement. Il est celui qui a visé et qui vise toujours des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Syrie, en Irak et en Turquie. Il a également visé les populations civiles et a fait beaucoup de victimes. De plus, Erdogan ne s'est pas contenté de reprendre la guerre contre les Kurdes, guerre qui -avant d'arriver à une trêve en 2013- a fait plus de 50 mille morts et qui a fait beaucoup de dégâts à la Turquie dans plus d'un domaine. Il l'a fait accompagner d'une campagne d'arrestation qui a touché des centaines d'activistes kurdes et de gauche partout en Turquie. Des poursuites judiciaires ont été également effectuées contre plusieurs des chefs de l'opposition turque. Mais pourquoi cette volte-face contre les Kurdes et ce renoncement aux accords et traités signés avec eux ? Deux raisons sont plausibles: La première est en rapport avec l'opposition qui a gagné du terrain dans la rue et dans les élections. Pour parer à cette situation, Erdogan cherche à renouer avec les militaires qu'il avait tant et tant marginalisés ces dernières années. Il est clair ici qu'il essaye de profiter du mécontentement de ces derniers face à l'obtention par les Kurdes de certains de leurs droits sur le plan administratif et culturel. La seconde est en rapport avec les efforts visant à créer un Etat kurde indépendant ou une entité kurde autonome dans les régions frontalières entre la Turquie et la Syrie. Ces régions communiquent avec celles du nord irakien où un Etat kurde est déjà créé. Ces évolutions bloquent les ambitions d'expansion d'Erdogan en Irak et en Syrie comme un premier pas vers le recouvrement des «possessions» ottomanes dans la région. A ce propos, ce qui, le plus, inquiète Erdogan, est que les Kurdes sont directement soutenus par les Etats-Unis qui sont l'allié de la Turquie dans la région et leur partenaire à l'Otan et qui paraissent satisfaits des crises qui rampent vers et à l'intérieur de la Turquie qui fait partie des pays de la région menacés, à l'exception de l'entité sioniste, d'être démantelés après un passage forcé dans des bains de sangs. Source: french.alahednews